



Salaires, emplois, missions :

IL FAUT AMPLIFIER LA MOBILISATION ET FRAPPER FORT !

S'il en était besoin... c'est maintenant assurément clair pour tous, tous les moyens sont bons pour ce gouvernement pour satisfaire les NANTIS (nouveau bouclier fiscal...) et surtout tous les moyens sont bons pour remettre en cause le statut des fonctionnaires, pour amputer leurs droits et pour les provoquer chaque jour un peu plus : mise en cause des 35 heures, aucune revalorisation du point d'indice, poursuite des pertes de pouvoir d'achat !

Et comme on dit « *qui veut tuer son chien dit qu'il a la rage* »... tous les prétextes sont bons et la démagogie bat son plein pour justifier les 23 000 suppressions d'emplois au détour de restructurations et de réformes toutes éloignées des besoins en service public des usagers. Aujourd'hui le chien est moribond et si l'on peut parler de seuil de tolérance, il est désormais largement dépassé : nous ne pouvons plus accepter un tel mépris, une telle arrogance.

RAPPEL D'UNE SITUATION INACCEPTABLE :

- Un 20 novembre 2007 avec une mobilisation d'ampleur des fonctionnaires qui a contraint le ministre à ouvrir des discussions sur le pouvoir d'achat dans la Fonction Publique,
- Un Ministre qui continue à faire la sourde oreille aux revendications clairement exprimées par les personnels et qui refuse d'augmenter les salaires en revalorisant le point d'indice et en rattrapant la perte de pouvoir d'achat enregistrée depuis 2000,
- Une seule réponse à ce jour, dans la logique du « travailler plus pour gagner plus », avec l'instauration de mesures individuelles (rachat de jours RTT, le paiement d'hypothétiques heures supplémentaires...) contre toute pérennisation de gain en terme de pouvoir d'achat.

ET POURTANT DE L'ARGENT, IL Y EN A ! STOP AUX IDEES RECUES !

- 1 % d'augmentation de la valeur du point pour les 5,2 millions d'agents de la Fonction publique, cela représente environ 1,3 milliards d'euros.
- L'ensemble des frais des personnels (salaires + primes+ cotisations sociales + retraites) des 3 versants de la Fonction publique a reculé de 1,1 point de PIB entre 1997 et 2005, soit environ 19 milliards d'euros.
- Les 60 patrons –actionnaires les plus fortunés- se sont versés 1,8 milliard d'euros de dividendes en 2007 au titre de 2006.
- Le bouclier fiscal mis en place par la majorité coûtera environ 500 millions d'euros au budget de l'Etat pour quelques milliers de contribuables parmi les plus riches.

HALTE AUX SUPPRESSIONS D' EMPLOIS !

- Un Président de la République et un gouvernement qui annoncent –ou plutôt cherchent à imposer une « Révision Générale des Politiques Publiques »... pour mieux répondre aux intérêts des usagers, des contribuables et des fonctionnaires ? Assurément pas ! Dans la réalité, bien avant que les mesures ne soient définies, un rapport parlementaire dévoile déjà l'objectif réel de réduction massive du budget de l'Etat. Le chiffre de 14 milliards d'euros est avancé en première étape avec en premier lieu l'emploi public, cible de la RGPP !
- Un chantier emblématique de la RGPP, la fusion DGI/DGCP, avec pour objectif principal, la poursuite des suppressions massives d'emplois : annonces ministérielles de cette poursuite et de cette amplification avec pour 2009, un niveau de suppressions d'emplois à minima équivalent à celles de 2008.

Moins de service public, moins de contrôle, moins de personnels, moins d'implantations sur l'ensemble du territoire, casse du statut, des droits et garanties et du salaire remplacé par une individualisation des rémunérations... Cette situation est inacceptable!

Les qualificatifs pourraient être nombreux: ras le bol, coupe pleine, mais la réponse est unique, il faut réagir !

Tout démontre qu'il n'y aura pas d'avancée significative sans intervention et mobilisation des salariés.

La journée de grève et de manifestation du jeudi 24 janvier 2008 s'inscrit dans cette démarche. C'est tout le sens de l'appel des organisations syndicales : CGT, FO, FSU, UNSA, CFTC, solidaires.

Pour le SNT-CGT, l'action est plus que jamais nécessaire.

Il appelle les personnels à faire du 24 janvier une journée massive de mobilisation pour obtenir :

- Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat (actifs et retraités) à travers l'augmentation de la valeur du point d'indice et une négociation sur la reconstruction de la grille.
- Un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics, un moratoire immédiat sur les suppressions programmées et des créations urgentes dans les établissements les plus en difficulté.
- Une Fonction publique de qualité et de proximité, respectueuse des missions et des qualifications, répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

**Alors tous en grève le 24 janvier,
tous à la manifestation !**

**RDV 14H30
PLACE DE LA GARE A METZ**